

DEBAT DU CAFE CITOYEN DU DIMANCHE 4 OCTOBRE 2020

Introduction de Nadia Hoyet

Après ces 9 mois d'arrêt, nous sommes heureux de vous retrouver pour nos débats. Pendant le confinement, Nous avons lancé une discussion sur notre forum, qui bien qu'intéressante, n'avait pas la spontanéité de ces discussions « en direct ».

Le Thème des Fake-News a souvent été évoqué lors nos réunions, et c'est un plaisir de le voir débattu aujourd'hui.

Introduction de Renaud Legouis

Pour des raisons sanitaires l'intervenant prévu pour ce débat n'a pas souhaité assister à une réunion publique.

En guise d'introduction nous allons donc vous présenter les éléments qui nous ont conduit à proposer ce débat.

Infox et « Fake News » : le prix à payer pour une démocratisation de l'information ?

Vous avez tous entendu le terme anglais « Fake news », mais savez-vous qu'il y a deux ans, jour pour jour, le 4 octobre 2018 le Journal officiel publiait un très court article sur la francisation du terme « Fake news ». Je vous en livre la première phrase : « Portée par l'essor des médias sur la toile et l'activité des réseaux sociaux, l'expression anglo-saxonne Fake News, qui désigne un ensemble de procédés contribuant à la désinformation du public, a rapidement prospéré en français. » L'article indique ensuite que La Commission d'enrichissement de la langue française (je cite) « recommande l'emploi du néologisme « infox », forgé à partir des mots « information » et « intoxication » lorsqu'il s'agit de désigner une information mensongère ou délibérément biaisée, répandue par exemple pour favoriser un parti politique au détriment d'un autre, pour entacher la réputation d'une personnalité ou d'une entreprise, ou encore pour contredire une vérité scientifique établie. »

En peu de mots et en filigrane, cet article soulève plusieurs questions dont le café citoyen se réjouit de débattre avec vous aujourd'hui.

Mais une petite parenthèse préalable. Si on traduit Fake news par fausse information, il faut savoir que les fausses infos ont toujours existé dans l'histoire. Par exemple, sous Louis XIV, les rares périodiques autorisés pratiquaient la célébration du monarque, image d'un homme éternellement jeune, alors qu'il avait de nombreuses maladies. Les non-dits de ces journaux ont suscité en Europe des nouvelles alarmistes comme l'annonce du décès du roi. Des groupes appelés " les nouvellistes " se réunissaient dans les espaces publics pour une lecture collective des journaux et pour traquer les bruits de couloir de la cour, où circulaient des infos cachées et des ragots diffusés par la presse officielle.

Mais revenons à notre époque. Comme cité précédemment, le journal officiel souligne que c'est « l'essor des médias sur la toile et l'activité des réseaux sociaux » qui est à la base du phénomène actuel des Fake-News et de leur portée à une échelle mondiale. Il nous semble important de distinguer comment ces réseaux affectent la pratique journalistique et la pratique du « consommateur d'information ».

Les réseaux sociaux et la multiplication des outils de diffusions sont depuis plusieurs années le moyen privilégié de s'informer et les grands médias d'informations (journaux, radio et télévision) ont basculé vers une utilisation massive d'internet et des réseaux de téléphonie. Parmi les causes de ce basculement, on peut citer :

- 1) Le modèle économique des media, qui a beaucoup changé,
- 2) La compétition et la notion d'information en continue
- 3) Le changement de comportements des usagers.

Ces mêmes outils ont également permis à tout un chacun de devenir une « source » d'information et de diffusion. Ainsi, par la puissance d'un téléphone mobile qui permet de capturer tout type de données, n'importe qui peut collecter des témoignages ou des éléments qui étaient auparavant très difficiles à obtenir et ainsi devenir un lanceur d'alerte, ou révéler des scandales.

La semaine dernière, la cellule investigation de Radio France et Le Monde ont pu obtenir des données confidentielles sur les transferts de fonds douteux opérés par les grands groupes bancaires. A partir de milliers de données, envoyées au média en ligne BuzzFeed News et ensuite partagés au sein d'un consortium international de 400 journalistes d'investigation, a émergé une affaire baptisée les FinCEN Files. Cette enquête succède aux Panama Papers qui couvraient les paradis fiscaux.

Au-delà d'informations analysées par des journalistes dont c'est le métier, il est maintenant facile de s'extraire des media professionnels de l'information pour aller chercher directement les données qui nous intéresse. Ainsi une multitude d'autres informations circulent à grande échelle grâce à ces canaux de diffusion, touchant un public de plus en plus nombreux. Parmi eux, on peut noter des phénomènes collectifs de libération de la parole, comme par exemple les affaires de harcèlement sexuel (me too, balance ton porc). En réalité, on ne prend pas la parole sur Twitter, Facebook, Instagram. On dépose un contenu qui peut ensuite circuler, s'amplifier, mais qui est soumis aux algorithmes des plateformes de diffusion et des moteurs de recherche. Ce mode de transfert d'information est axé sur la vitesse et le nombre de vues (effet Buzz) et parce qu'il court-circuite le travail de vérification, de recoupement et souvent d'analyse, il est devenu le support principal des infox/Fake news.

Sous le terme Fake-News, appelé " trouble informationnel ", on regroupe plusieurs catégories de troubles :

- La désinformation : le contenu est faux et est produit dans le but de tromper celui

qui consomme.

□ La mésinformation : le contenu est faux suite à une erreur et n'est pas produit dans le but de nuire.

□ L'information malveillante : Le contenu vise à manipuler une information véridique et à la réinterpréter (par exemple un discours haineux, une propagande idéologique).

On comprend aisément que le simple citoyen peut devenir le relai involontaire d'une fausse information, mais on sait également qu'au plus haut niveau de gouvernance des entreprises massives de falsification ont été réalisées intentionnellement.

Afin de débiter ce débat, nous vous proposons une série d'interrogations, non exhaustives, sur lesquelles nous vous invitons à partager votre expérience, vos ressentis et vos réflexions.

Première partie : « Quels usagers de l'information sommes-nous ? » En tant qu'individu vous sentez-vous bien informés ? Quels sont vos moyens préférés pour obtenir des informations ? Vous arrive-t-il de douter des informations qui vous parviennent ? Si oui, dans quels contextes ?

Deuxième partie : « Les dérives possibles et les moyens de les éviter » Faut-il changer nos comportements de consommation et de diffusion de l'information ? Comment réconcilier l'envie de s'informer et la manipulation potentielle qui nous menace ? Nos démocraties sont-elles fragilisées ou renforcées par les nouveaux media et cette nouvelle manière de s'informer ?

Quels usagers de l'information sommes-nous ?

C'est en quelque sorte dans notre nature humaine de rechercher des informations, des nouvelles, qui échappent à notre environnement proche. Nous voulons nous ouvrir au monde, élargir notre champ de réflexion ou, plus prosaïquement, nous donner des sujets de conversation...

C'est aussi dans la nature humaine d'avoir une propension à les déformer... Des « formations à l'information » mettent en évidence comment, sur un même fait présenté, nous pouvons, de bonne foi, aborder le sujet sous des angles différents et finir par créer des informations différentes entre elles, et éloignées du sujet initial.

Aujourd'hui, au même titre que d'autres produits, notre société « consomme » l'information à tout instant du jour et de la nuit, grâce aux nouvelles technologies. Et parce que nous courons continuellement après le temps, nous voulons cette information rapide dans l'accès et la consultation. Il faut en quelques minutes, voire secondes, être en possession d'un sujet. Or, peut-on être sur l'essentiel dans un message de deux ou trois lignes, ou un sujet traité en deux minutes ? Peut-on même être dans la vérité ?

Le paradoxe est qu'aujourd'hui, lorsque nous cherchons l'information, il paraît moins important qu'elle soit crédible, pourvu qu'elle soit « sensationnelle » et permette des échanges. Par ailleurs, cette recherche d'information passe souvent par la toile. Or, nos consultations du net sont repérées, et les moteurs de recherche nous fournissent en « premier » les sujets ou les idées auxquels nous adhérons, renforçant nos convictions plutôt que nous poussant à les remettre en cause pour les analyser.

Notre société est donc devenue celle du zapping, vers une information plus large, certes, mais aussi plus superficielle et manipulatrice. Les jeunes semblent se détourner des médias traditionnels pour favoriser les réseaux sociaux. Des réseaux auxquels ils font plus confiance, ou qui simplement les suivent davantage sur leurs portables.

La démocratisation de l'information a pour effet positif de donner l'information à tous. Nous avons accès à de multiples sources mais est-ce pour cela que nous sommes « bien informés » ? La multiplication d'informations, et parfois d'informations contradictoires, donne à chacun le pouvoir de savoir, mais pas forcément de savoir « utile et vrai ». La surinformation peut rapidement conduire à la désinformation, et au doute. La période du confinement pourrait en être un exemple.

Les dérives possibles et les moyens d'y remédier.

Les informations erronées peuvent être de nature différente :

. la rumeur, présente aujourd'hui comme hier, les media d'images s'ajoutant à l'oral. Le dicton « il n'y a pas de fumée sans feu », énonce bien le principe de la rumeur ; une petite information réelle mais totalement déformée par de multiples récepteurs/émetteurs.

. l'information erronée à la base, mais sans volonté de malveillance. L'affaire de « l'arrestation de Dupont-Dugonnesse » en est un exemple.

. La Fake News ou Infox, information dont la fausseté au départ est volontaire, et cherche à manipuler lecteur, auditeur, ou spectateur.

La multiplication des sources crée une concurrence entre les media (presse, radio, télévision, réseaux sociaux) sur la rapidité et la présentation de l'information, multipliant dans le même temps le développement d'informations plus ou moins fondées. Il faut saisir le récepteur, par des mots, des visuels qui captent son attention en un court instant. Il faut que le media soit vu, lu, reconnu en premier. Pour l'audience, certes, mais aussi pour que les financeurs puissent être confortés dans le choix de leurs investissements publicitaires.

Le poids des media ne se borne pas à cette course à l'audience. La manipulation des informations à des fins malveillantes (Infox) de propagande, de prosélytisme, est plus inquiétante. Les lignes éditoriales peuvent orienter le contenu de l'information, Les interviews coupées peuvent déformer les propos, voire les idées de l'interviewé. Des

photos ou des reportages peuvent être détournées.

Il n'est pas innocent que des milliardaires de tout pays s'intéressent à la presse, ou autre support, dans le seul but de contrôler les informations. Ou que Google mette sur la table 1 milliard d'euros pour la presse en « dédommagement » des utilisations d'article. Cela lui coûtera moins cher que de payer des droits d'auteur et lui permettra de poursuivre ses opérations de sélection, et de continuer de bénéficier du soutien des annonceurs.

Alors que faire ?

Peut être commencer par prendre le temps... Le temps de lire, écouter ou voir des sujets dans leur intégralité. De les approfondir. Le temps de multiplier et comparer les sources en s'interrogeant sur leur fiabilité ainsi que sur celle de l'auteur, la véracité de l'information. Le temps de développer notre sens critique. Changer notre image de « consommateur » pour que les « producteurs » changent leur façon de faire.

Ensuite, se demander si nous sommes prêts à payer le prix de l'information. Il existe déjà des publications financées par des lecteurs. Cette appropriation de l'information peut être la garante d'un contenu fiabilisé, dépourvu d'esprit mercantile.

Nous défendre également contre les abus. La loi d'octobre 2018 essaye de lutter contre ces manipulations. Elle intervient notamment pendant les périodes électorales, donnant à cet égard au CSA un pouvoir non négligeable. Cependant, on ne sait si de réelles sanctions ont été appliquées contre des dérives.

Nous avons aussi la possibilité de « droit de réponse » à une information tendancieuse, pour la signaler à la source. Beaucoup de rédactions ont aujourd'hui mis en place un système de contrôle de l'information. Bien qu'avec parfois le risque d'une autocensure journalistique.

Un point sur lequel nous pouvons agir également est la formation des jeunes à l'analyse de l'information. L'Éducation Nationale a déjà intégré cette analyse dans ses programmes, pour développer l'esprit critique des élèves. L'objectif est de les sensibiliser au poids des mots et des images utilisés par les différents media, les pousser à s'interroger sur la manipulation dont ils pourraient faire l'objet. Cette formation serait renforcée si dans le même temps nous-mêmes, parents, amis, développons notre propre esprit critique, nous permettant d'entamer un dialogue sur ce sujet avec nos enfants.

Enfin, il existe des sources qui semblent plus fiables que d'autres et qui peuvent nous aider à reprendre le contrôle de notre information.

Le journal Le Monde a mis au point un moteur de recherche sur un annuaire des sources. Une dizaine de journalistes décryptent l'actualité dans cette rubrique créée

en 2014, après 3 ans de fonctionnement sous forme de blog. Ils proposent depuis 2017 le DECODEX, ce moteur de recherche qui la fiabilité d'un site.

Une plate-forme collaborative contre la désinformation, HOAXBUSTER.COM , a été créée dès 2000 pour limiter la propagation des canulars informatiques et des rumeurs non fondées circulant sur internet, et tordre le coup à certaines légendes urbaines. Mais aussi pour confirmer le sérieux de certaines infos étonnantes.

« VRAI OU FAKE » est une plate-forme de France info . Elle vérifie des faits (factchecking) de l'ensemble de l'audiovisuel public, avec argumentation . Elle rassemble des contenus produits par Arte, l'Institut national de l'audiovisuel, France Médias Monde, France Télévisions, Radio France et TV5 Monde.

Enfin, de nombreux sociologues et philosophes se sont intéressés à la manipulation de l'information dans nos sociétés. La lecture de leurs ouvrages pourrait éclairer notre réflexion.

- Marshall McLuhan : *Message et Massage, un inventaire des effets*, Paris, Jean-Jacques Pauvert, 1968, 160 p. (titre original : (en) *The Medium is the Massage: An Inventory of Effects*, Bantam Books, New York, 1967.)

Edward L Bernays : *Propaganda : Comment manipuler l'opinion en démocratie* (trad. Oristelle Bonis, préf. Normand Baillargeon), Paris, Zones / La Découverte, 2007

Johann Chapoutot : *Libres d'obéir : le management, du nazisme à aujourd'hui*, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 2020,

Romain Badouard : *Le désenchantement de l'Internet*. Edition FYP

Pour conclure, l'enrayement de cette manipulation de l'information n'incombe pas qu'aux media, quels qu'ils soient. Il relève aussi des efforts que nous ferons en terme de temps consacré à la vérification de nos informations mais aussi de l'engagement financier que nous sommes prêts à consentir pour les fiabiliser.

Il est important que de « consommateur passif » nous devenions « consommateur actif ».